



HAL
open science

Les forces et les hommes politiques de la IV^e République

Dominique Lejeune

► **To cite this version:**

Dominique Lejeune. Les forces et les hommes politiques de la IV^e République. Licence. La Quatrième République: un échec total? une "mal-aimée"? un prototype?, France. 2024, pp.39. halshs-04412724

HAL Id: halshs-04412724

<https://shs.hal.science/halshs-04412724>

Submitted on 23 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Dans le cadre de
« La Quatrième République : un échec total ? une "mal-aimée" ? un
prototype ? » (4 visioconférences)

cours n° 3 :
« Les forces et les hommes politiques de la IV^e République »
Visioconférence pour l'Université ouverte de Franche-Comté, Besançon,
mardi 23 janvier 2024, 14h-15h30

par Dominique Lejeune, professeur émérite d'histoire en khâgne au lycée
Louis le Grand

Ce cours n'est pas un *digest* de l'histoire de la IV^e République ! **Je ne
pourrai pas « tout dire » >>> « texte long ».**

Plan de ce 3^e cours :

- I. Toujours le contexte : le néo-libéralisme et la pauvreté des années 50
- II. Le PCF, « citadelle assiégée », un temps premier parti de France, et les communistes français
- III. La SFIO et les socialistes français des années 50
- IV. MRP et démocrates-chrétiens
- V. Radicalisme(s), radicaux et UDSR
- VI. La place particulière de Pierre Mendès France et du mendésisme
- VII. Les droites classiques et le gaullisme de la IV^e République

Plan de ce 3^e cours :

I. Toujours le contexte : le néo-libéralisme et la pauvreté des années 50

II. Le PCF, « citadelle assiégée », un temps premier parti de France, et les communistes français

III. La SFIO et les socialistes français des années 50

IV. MRP et démocrates-chrétiens

V. Radicalisme(s), radicaux et UDSR

VI. La place particulière de Pierre Mendès France et du mendésisme

VII. Les droites classiques et le gaullisme de la IV^e République

I. Toujours le contexte : le néo-libéralisme et la pauvreté des années 50

II. Le PCF, « citadelle assiégée », un temps premier parti de France, et les communistes français

III. La SFIO et les socialistes français des années 50

IV. MRP et démocrates-chrétiens

V. Radicalisme(s), radicaux et UDSR

VI. La place particulière de Pierre Mendès France et du mendésisme

VII. Les droites classiques et le gaullisme de la IV^e République

I. Toujours le contexte : le néo-libéralisme et la pauvreté des années 50

Un « compromis » d'après-guerre entre capitalisme et socialisme jette « les bases du modèle économique français » (Pascal Gauchon) 1 . L' « ordre néo-libéral » de l' « économie dirigée » est fondé sur une « tendance structurelle d'ampleur séculaire » 2, sur des nationalisations importantes et la naissance d'une planification « à la française ». Les nationalisations de 1944-1946 mettent entre les mains de l'administration les « leviers de commande », selon la formule du général de Gaulle dans son discours du 2 mars 1945. Tout ce qui peut favoriser le développement de l'industrie française passe sous tutelle publique : secteur bancaire, énergie, etc.

Animée par Jean Monnet et son Commissariat général au Plan, repoussant tacitement le précédent soviétique, appuyée sur des organismes comme l'INSEE, la planification voit le jour en 1946. Le « modèle français » (Pascal Gauchon) ce serait aussi, en dépit de l'instabilité gouvernementale et grâce à une pléiade de hauts fonctionnaires remarquables, un fondamental changement d'esprit et une grande continuité, qui devait se prolonger sous la Ve République. Enfin, le modèle serait « économie concertée », avec un large consensus initial entre les trois grands partis politiques de la Libération, entre eux et de Gaulle, des consultations avant la rédaction de chaque Plan, le consensus étant assez aveugle dans les domaines de la croissance et du *baby-boom*. Le plus tangible est que l'ensemble dirigisme-nationalisation-planification compose (empiriquement ?) ce « modèle français », qui est censé entraîner mécaniquement le progrès social, d'autant plus que règne le truisme de la pénurie de main-d'œuvre. Mais un prolétariat ne subsiste-t-il pas dans les années 50 ? Certains répondent à l'époque par l'affirmative ! Qu'en est-il ?

1°) La question du « modèle français »

Le modèle français va pouvoir émerger de la pénurie, des nationalisations et de la planification, qui va devenir « L'anti-hasard », sous-titre que Pierre Massé (1898-1987), Polytechnicien, troisième Commissaire au Plan (1959-1966), donnera à son recueil d'écrits publié en 1965, *Le Plan* 3. La planification est une « aventure calculée », titre du premier chapitre de Pierre Massé 4. Les nationalisations sont, elles, une manière de glisser vers les marges du libéralisme pur, sacro-saint depuis les débuts

1 Pascal Gauchon, *Le modèle français depuis 1945*, Que sais-je? n° 3649, 2002, 128 p., chapitre II.

2 Richard F.Kuisel, *Le Capitalisme et l'État en France, modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, trad. fr., Gallimard, 1984, 476 p., chapitre IX et conclusion. Ce livre est très utile pour la réflexion sur tout ce chapitre.

3 Pierre Massé, *Le Plan ou l'anti-hasard*, Gallimard, 1965, 251 p., réédition, Hermann, 1991, 200 p.

4 Sur lequel on verra aussi A.Beltran & M.Bungener, « Itinéraire d'un ingénieur. Pierre Massé avant le Plan », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 1987, pp. 59-68.

de la Révolution industrielle, de mettre « au piquet » le patronat, selon l'amusante expression de Jean-Noël Jeanneney 5.

a) Les nationalisations

Trois formes sont possibles à la Libération, l'étatisation, la socialisation (donnant la propriété des entreprises aux salariés, en autogestion) et la nationalisation, au profit de la nation et de la société tout entières. Au sein des partis et du gouvernement on débat et on tranche avec pragmatisme, ce que montre bien l'évolution de De Gaulle, en faveur de la nationalisation, mais avec rôle prépondérant de l'État et une représentation importante des travailleurs au conseil d'administration : il y a donc une certaine part de socialisation, conformément à l'idée de « participation », mot gaulliste dès 1943. Ceci alors que les nationalisations des années 30 avaient le plus souvent revêtu la forme de sociétés d'économie mixte. **Second pragmatisme : l'indemnisation est fréquente mais il y a des cas de confiscation, pas toujours très logiquement ni moralement...**

b) La planification

Avant la guerre l'idée de planifier le développement économique français avait fait son chemin dans certains milieux syndicaux et politiques. Les réflexions avaient été nombreuses et la France avait connu quelques tentatives avant 1939, le plan Tardieu en 1930, le plan Laval l'année suivante et le plan Marquet en 1934 : les états d'esprit connaissaient un état de « planification rampante ». Vichy avait élaboré des plans officiels, jamais appliqués. **La Libération et ses impératifs** (relever les ruines, refondre les structures, prévoir le développement) **font souffler un esprit nouveau et la France va connaître grâce à lui sous la IV^e République une véritable modernisation 6.** Le Commissariat général au Plan est institué le 21 décembre 1945, c'est une des dernières grandes décisions de De Gaulle avant sa démission. Son premier titulaire est

5 J.-N.Jeanneney, *L'Argent caché. Milieux d'affaires et pouvoir politique dans la France du XX^e siècle*, Fayard, 1981, 364 p., réédition coll. « Points » (Seuil), 1984, 306 p., titre du chapitre 9 : « Un patronat au piquet (septembre 1944-janvier 1946) ». Ce chapitre est repris d'un article publié par J.-N.Jeanneney dans la *Revue historique* de janvier-mars 1980 (pp. 81-100) : « Hommes d'affaires au piquet, le difficile intérim d'une représentation patronale, septembre 1944-janvier 1946 ».

6 Pour tout ce qui suit : Pierre Bauchet, *La Planification française du premier au sixième plan*, Seuil, 1966, 384 p. ; Claude Gruson, *Origines et espoirs de la planification française*, cours de l'EPHE, très général en fait, Dunod, 1968, 438 p. ; Henry Rousso dir., *De Monnet à Massé. Enjeux politiques et objectifs économiques dans le cadre des quatre premiers plans (1946-1965)*, table ronde de l'IHTP (1983), CNRS, 1986, 245 p. ; Philippe Mioche, *Le Plan Monnet. Genèse et élaboration (1941-1947)*, Publications de la Sorbonne, 1987, 323 p. ; Bernard Cazes & Philippe Mioche dir., *Modernisation ou décadence. Contribution à l'histoire du plan Monnet et de la planification en France*, Publications de l'Université de Provence, 1990, 414 p.

Jean Monnet, mais l'idée de planifier pour moderniser découle de la **volonté d'obtenir l'aide financière des États-Unis**, alors que la France s'oppose toujours à eux à propos de l'Allemagne. L'idée et le contenu sont simples : le plan Monnet, c'est une **planification acceptable d'un point de vue politique** (intérieure et extérieure) et qui permet la relance d'une économie libérale exsangue. Elle obéit à un **néo-capitalisme, d'ailleurs admis à court terme par le PCF**.

c) La fiscalité directe et la population active

L'impôt sur le revenu devient dans les années 50 « un instrument de politique économique et surtout une contrainte nouvelle pour une majorité du corps social »⁷, d'autant que les fraudes sont de moins en moins tolérées, on l'a vu à propos du poujadisme.

L'ordonnance du 4 janvier 1959 remplace les « quatre vieilles » contributions communales par quatre taxes locales nouvelles : la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties, la taxe d'habitation et la taxe professionnelle.

10 avril 1954 : institution de la TVA, Taxe à la Valeur ajoutée, inventée par le Polytechnicien Maurice Lauré (1917-2001), directeur adjoint de la Direction générale des Impôts (DGI)

En 1954, avec la création de la TVA (Taxe à la Valeur ajoutée) par la loi du 10 avril, le contexte fiscal s'aggrave pour les petits commerçants et artisans, au moins en apparence : remplaçant la taxe sur le chiffre d'affaires, elle apparaît comme une contrainte supplémentaire aux commerçants et artisans puisqu'il faut la calculer et l'intégrer au prix de vente, ce qui peut nécessiter de recourir à un conseiller fiscal.

Le taux d'activité par rapport à la population totale diminue légèrement et progressivement : 60 % en 1955, 58,7 % en 1960, 55,7 % en 1965. **Les chômeurs recensés sont en nombre très variable d'une année à l'autre**, ils sont au 31 décembre 1954 : 377 300, en 1955 : 317 300, en 1956 : 218 300. Une augmentation significative ne se produira qu'à partir de 1966. **La durée hebdomadaire effective du travail (45-46 heures pour les ouvriers, 44 heures pour les employés) ne change pas avant 1971.**

⁷ Alexis Spire, « L'inégalité devant l'impôt. Différences sociales et ordre fiscal dans la France des Trente Glorieuses », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 2009, pp 164-187, article utilisé pour tout ce passage, ainsi que la contribution de Frédéric Tristram, « Le rôle des groupes de pression dans l'élaboration de la loi fiscale de 1948 à la fin des années soixante », dans J.Garrigues dir., *Les groupes de pression dans la vie politique contemporaine en France et aux États-Unis de 1820 à nos jours*, Presses universitaires de Rennes, coll. « Carnot », 2002, 314 p., pp. 207-218.

Autre phénomène social majeur, le **développement des classes moyennes**, résultat d'un « éclatement de la bourgeoisie française » ⁸. S'agrègent aux classes moyennes traditionnelles (certains agriculteurs exploitants, les petits patrons de l'industrie et du commerce) des cadres supérieurs et des professions libérales, les cadres moyens (5,8 % en 1954, 7,8 % en 1962, 9,9 % en 1968, 13,8 % en 1975), voire des employés bien payés, avec toujours la même **recherche d'identité** : on se sent « classes moyennes » car on se juge différent à la fois de la classe dirigeante et du patronat. Le temps des loisirs entre également en considération, dans la logique de la société de consommation, il s'allonge, il y a quelques « politiques des loisirs » (au moins la troisième semaine de congés payés, octroyée en 1956 par le gouvernement Mollet).

⁸ Titre de chapitre dans F.Braudel et E.Labrousse dir., *Histoire économique et sociale de la France*, tome IV (3 vol.), PUF, 1976-1982.

2°) Il y a encore un prolétariat

De nombreuses photos de reportage montrent des **masses d'ouvriers** sortant d'usine ou manifestant, salopettes, visages burinés, bérets crasseux, mégot aux lèvres, pancartes brandies : « Le Smig à tant ! », et même « Du pain ! ». Un grand lieu emblématique du prolétariat usinier est encore et surtout dans les années 50 l'**usine Renault de Billancourt** ⁹. Billancourt est la grande usine Renault, inaugurée en 1898 et dont les chaînes de montage s'arrêteront le 27 mars 1992. Pendant près d'un siècle, la **charge symbolique**, voire affective, de Billancourt est considérable.

La Libération scelle le **mariage du symbole industriel et du symbole ouvrier et en fixe l'image pour 35 ans**. Dans la croissance industrielle des Trente Glorieuses (1945-1974), le « métallo » de Billancourt incarne la **classe ouvrière**. La CGT et le PC parlent en son nom et comme dit Arletty ¹⁰ interviewée : « Je mets le métallo au-dessus de tout ; ce sont eux qui ont fait 36. Le métallo parisien, c'est sensationnel ; ils sont comme des ingénieurs, des metteurs au point. J'entends les métallos, ne confondez pas, pas les ouvriers. » !

Odette Hardy-Hémery ¹¹ détaille la question de l'**amiante**, « produit-phare des Trente Glorieuses », pendant lesquelles s'accumulent en France environ **73 kgs d'amiante par habitant**. La fin des années 40 est une **période de marché « explosif »**, à cause de la pénurie de matière première (jusqu'à la fin de l'année 1952) et de l'**énormité de la demande** pour les besoins de la reconstruction. Pendant longtemps la dangerosité de la fibre d'amiante emprisonnée dans le ciment (le fibrociment) est niée par Éternit, qui organise des visites de ses usines par la presse, ce qui donne des articles aveugles et louangeurs. **L'amiante-ciment est un matériau bon marché, ininflammable, se prêtant à toutes sortes de modèles, très solide** : il résiste aux pressions, frictions, à l'humidité, aux agents chimiques, aux moisissures, le matériau est léger et d'une grande maniabilité. En 1946 Éternit fournit 72 % de l'amiante-ciment français et en 1961 l'amiante-ciment est le premier des matériaux de couverture sur le marché national.

⁹ Cf. A.Viguié, *Le PCF à Boulogne-Billancourt. Force et crise d'un symbole ouvrier (1944-1992)*, Nancy, Arbre bleu, 2020, 458 p.

¹⁰ Léonie Bathiat, 1898-1992. Intéressant passage dans E.Retaillaud, *La Parisienne. Histoire d'un mythe, du siècle des Lumières à nos jours*, Seuil, 2020, 428 p., chapitre 8.

¹¹ Odette Hardy-Hémery, *Éternit et l'amiante, 1922-2000. Aux sources du profit, une industrie du risque*, Presses universitaires du Septentrion, 2005, 272 p., et « Éternit et les dangers de l'amiante-ciment, 1922-2006 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 2009, pp 197-223.

D'une manière générale, comme le montre le très intéressant Paul-Henry Chombart de Lauwe, dans *La vie quotidienne des familles ouvrières* (1956) **12**, il existe **toujours dans les années 50 un monde ouvrier très distinct encore du reste de la société**. L'État n'est en effet pas seul à se pencher sur la « condition ouvrière » et **l'Institut des Sciences sociales du Travail de Chombart de Lauwe**, anthropologue dans une acception très large, établit pour 1946 et les années suivantes une étude très complète, empathique, du travail et des « conditions d'existence » avec de nombreux graphiques et des annexes. L'Institut dirigé par Chombart donne des preuves de la lucidité de la classe ouvrière (le livre y insiste beaucoup) et fournit des détails nombreux sur le travail et les conditions d'existence. Est dépeint un monde ouvrier très gris avec « le travail, épreuve et point d'appui », le « métier », l'emploi et leurs instabilités (*turn over*, crainte du chômage, etc.), la « perruque », l'organisation du travail, avec en plus les délégués, la vie syndicale, les transports, le militantisme et la défense des droits.

Que subsiste-t-il de la « question ouvrière » ? Fondamentalement la différence de classes **13, une pauvreté maintenue, « l'enfer du logis » **14**, au-dessous des normes, enfer accru par le moindre accès à l'électroménager, à la radio, etc. : c'est le prix des « choses » (Cf. Georges Perec), l'éloignement du système éducatif après le primaire, la distance par rapport à la culture, à l'éducation des enfants, aux services, aux équipements, l'endogamie...**

Combattre le malheur et la pauvreté est le fait de l'abbé Pierre, tel que nous l'avons vu dans une autre conférence., où je l'ai présenté conjointement avec le **Secours populaire**. Le **Secours catholique français** et les **Petits Frères des pauvres** sont fondés en 1946, l'abbé Pierre lance Emmaüs en 1949, tous cherchant à dépasser les « dames d'œuvre » et leurs homologues « bourgeois » masculins. Il subsiste des « poches de pauvreté » et

L'État a comme interlocuteurs des centrales syndicales, souvent citées dans les pages précédentes et **déjà représentés au Conseil national de la Résistance** (CNR), par Louis Saillant (1910-1974) **15**, ancien ouvrier sculpteur sur bois, au titre de la CGT, et Gaston Tessier pour la CFTC. **Georges Bidault**, le deuxième président du CNR, catholique, avait été un des premiers adhérents du Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN), puis avait été membre du Syndicat des journalistes de la CFTC. À la

12 P.-H.Chombart de Lauwe, *La vie quotidienne des familles ouvrières*, Éditions du CNRS, réédition, 1977, 256 p. La première édition était de 1956 mais elle est très difficile à retrouver aujourd'hui.

13 *Idem.*, chapitre 10.

14 *Idem.*, p. 17.

¹⁵ Notice dans J.Maitron dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Éditions ouvrières, tome 41, pp. 62-64.

Libération, la CGT, réunifiée en 1943, et la CFTC, née en 1919, bénéficient d'un **afflux des adhésions** : fin 1945 il y a 5 millions de syndiqués à la CGT, 700 000 à la CFTC. Les **idées syndicalistes sont dans les nationalisations, dans l'appel général en faveur du relèvement du pays, les hommes sont dans les comités d'entreprise, à la Sécurité sociale, aux assemblées parlementaires, voire au gouvernement** : Ambroise Croizat, Robert Lacoste, Marcel Paul, déjà cité plusieurs fois et qui est un ancien de la Fédération des Électriciens, Christian Pineau, qui est un ancien secrétaire de la Fédération des Employés CGT 16.

Conclusion du I et transition vers les parties suivantes

Un « **compromis fordiste** » à la française et un **néo-libéralisme** caractérisent la France de l'après-guerre et des années 50 : **nationalisations, planification, semi-dirigisme, le « modèle français »** caractérisant surtout le **plan économique**. Mais il y a encore un **prolétariat, une question sociale**, des poches de pauvreté, et des vagues de grèves, très différentes les unes des autres, secouent la France des années 50. Les centrales syndicales de cette France sont très différentes de celles des années d'avant-guerre.

Le citoyen avait pris, un peu, l'habitude de s'inscrire à un parti politique, et beaucoup celle de voter pour un parti. Le beau rêve de « grand parti de la Résistance » s'effondre à la Libération : **les anciens partis renaissent**, y adhèrent de nouveau beaucoup de résistants, il n'y a **pas de travaillisme à la française, tous les projets de fusion s'évanouissent**, de nouveaux partis voient le jour et, de scissions en exclusives, la Résistance aboutit au ruisselet de l'UDSR. Par la suite de nouveaux partis naissent encore, constamment, et **le nombre de partis est beaucoup plus considérable sous la IV^e République que sous les deux Républiques qui l'ont précédée et suivie**. Nous commencerons la présentation des forces et des hommes politiques de la Quatrième par les trois partis du tripartisme.

16 Mais les grands militants syndicaux sont seulement à partir de 1958 dans les ASSEDIC. Pour Pineau (1904-1995) : Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir*, Seuil, 1994, 460 p., pp. 249-277.

II. Le PCF, « citadelle assiégée », un temps premier parti de France, et les communistes français

Depuis sa naissance, le PCF se présente comme un hybride issu du socialisme français, du pacifisme de la Grande Guerre et de la révolution russe 17. « Porte-parole » et « avant-garde » de la classe ouvrière, il est aussi un relais de « l'internationalisme prolétarien » dans l'obédience de Moscou. Cette double ascendance imprime sa marque à un parti en marge de la société, qui ne s'est intégré à la communauté nationale qu'à deux brefs moments : le Front Populaire et la Libération. Entre les deux, il est frappé d'interdiction en 1939 et passe dans la clandestinité alors que son secrétaire général, Thorez, est « exfiltré » vers l'URSS. Toutefois, son rôle notoire dans la Résistance et ses liens étroits avec une Union Soviétique victorieuse (l' « effet Stalingrad ») font du Parti une force avec laquelle il faut compter.

Aux élections du 21 octobre 1945, avec 26 % des voix, il devient le premier parti de France. La place des communistes est désormais au gouvernement et ils rêvent d'un rôle éminent au sein du monocranisme du premier projet constitutionnel.

Entre 1945 et 1947 le PCF est un des trois piliers du tripartisme. Le général de Gaulle, qui lui refuse tout ministère-clé (Intérieur, Affaires étrangères et Défense), lui accorde en revanche cinq (autres) portefeuilles. Dans les cabinets suivants, il en obtient six et même sept. Parti gouvernemental, le PCF est aussi un parti de masse, dont le nombre d'adhérents effectue un bond prodigieux : plus de 500 000 en 1945, le cap du million peut-être atteint en 1946, chiffres à comparer aux 40 000 de 1934 et même aux 300 000 de 1936. Même si les nombres sont sujets à caution, l'ordre de grandeur est sans équivalent. Le Parti communiste est également le seul parti français qui peut disposer d'un appareil de 10 à 20 000 permanents. Le PCF est organisé en cellules (28 000 en 1946, 19 000 en 1954) dont seules une petite partie sont des cellules d'entreprise (8 000 en 1946, 5 000 en 1954), les cellules d'entreprises industrielles étant, contrairement à la légende et au mythe, très minoritaires : 2 000 en 1954. D'autre part,

17 La bibliographie sur le PCF est impressionnante. En étant sélectif, parmi les publications récentes : M.Lazar, « Les partis communistes italien et français et l'après-Staline », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 1990, pp. 3-14, Philippe Buton, « Le PCF et la IV^e République », dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1997, pp. 269-282, P.Lévêque, *Histoire des forces politiques en France*, Armand Colin, coll. U, tome III, *De 1940 à nos jours*, 1997, 512 p., chapitre II, Stéphane Courtois & Marc Lazar, *Histoire du parti communiste français*, PUF, coll. « Thémis », 1995, 431 p., réédition, 2000, 480 p., Vanessa Codaccioni, *Punir les opposants. PCF et procès politiques, 1947-1962*, CNRS, 2013, 423 p., une thèse qui dépasse de beaucoup le thème présenté dans le titre de la version éditée.

le Parti est relayé par la CGT, réunifiée depuis 1943, il domine **plusieurs organisations de masse**, le Front national, l'Union des Femmes françaises, l'Union des Jeunes républicaines de France, des associations d'anciens combattants, d'autres de déportés, etc. **La presse qu'il contrôle** représente entre 20 % et 25 % des tirages nationaux en 1946, toutefois les tirages baissent considérablement, à Paris comme en province.

Le PCF s'autoproclame « **parti des 75 000 fusillés** », formule outrée et irrationnelle, mais qui est crue, ce qui lui confère un prestige immense, se superposant à l'attraction et même à la fascination qu'il exerce sur bien des intellectuels et des artistes, militants ou simples « **compagnons de route** » 18. Bien sûr, il faut ajouter la puissance électorale, qui ne diminuera que bien plus tard, loin des années 50 ; elle est visible aux élections législatives, parfois travestie par la loi électorale et/ou le découpage des circonscriptions du moment, et il ne faut pas oublier le niveau municipal car le PCF est puissamment représenté dans nombre de conseils municipaux, celui de Paris étant emblématique.

Cette intégration récente à la nation est, paradoxalement, **le fait d'un parti toujours aussi rigide, ce qui est largement le fait du secrétaire général**. À ce poste depuis 1930, **Thorez** est l'homme de la fidélité à Moscou. Déserteur en 1939, il a passé les années de guerre en URSS : avec les militants qui ont joué un rôle actif dans la Résistance, les tensions sont inévitables.

Mais c'est sur le terrain social que va s'opérer la rupture. Dans un contexte de blocage des salaires, une grève éclate en avril 1947 aux usines Renault et reçoit le soutien de la CGT, puis du PCF. À l'Assemblée, Paul Ramadier se voit refuser la confiance par députés et ministres communistes. Le 5 mai, il évince du gouvernement ces derniers par décret. La direction du Parti n'y voit qu'un incident et continue de se considérer comme un parti de gouvernement. **L'exclusion ne prendra tout son sens que quelques mois plus tard, quand elle apparaîtra comme un des premiers épisodes de la Guerre froide.**

La grande crise de 1947 débouche sur une injonction extérieure, à la conférence du Kominform, en Pologne, en septembre 1947. Peu après éclatent des grèves massives et violentes qui tournent, par endroit, à l'émeute : des « grèves insurrectionnelles » ? La mairie de Marseille est prise d'assaut et des CRS sympathisent avec les manifestants... Insurrection ? De retour de Moscou, Thorez impose l'apaisement, et le 9 décembre, la CGT appelle à la reprise du travail. À long terme, l'automne 1947 laisse un lourd héritage : pour longtemps, l'anticommunisme redevient

18 Le grand livre, dans un cadre mondial, est celui de David Caute, *Les Compagnons de route. 1917-1968*, trad. fr., Robert Laffont, 1979, 488 p.

une donnée fondamentale de la vie politique française. Conformément à la doctrine Jdanov, **le PCF intériorise une image du monde assez simple où les deux camps opposés évoquent le Bien et le Mal.**

L'électorat du PCF est encore largement ouvrier dans les années 50 : pas loin de la moitié des votes ouvriers vont au PC, semble-t-il, aux élections du 17 juin 1951 (16 %, quand même, au RPF...). Aux mêmes élections votent pour le PC 28 % des employés, qui, eux, étalent leurs votes : 28 % aussi au RPF, 24 % au MRP.

Le PCF développe une culture stalinienne de Guerre froide 19 : la **Guerre froide entraîne une véritable « glaciation » de la culture communiste.** Les revues intellectuelles du Parti professent un dogmatisme rigide et agressif et en matière de création, le Parti communiste français impose les canons du réalisme socialiste en vigueur en URSS depuis 1934. Il attire dans son orbite une partie importante de l'*intelligentsia*. **Le communisme de France attire les intellectuels par l'effet de puissance qu'il développe en tous les domaines. Grand est le prestige intellectuel des « compagnons de route » et des membres du Parti communiste français.** Il y a des « voyages d'amitié » en URSS, des « croisières pour la paix », les tournées en Russie d'Yves Montand (avec Simone Signoret), de Serge Reggiani, de Sartre (avec Beauvoir) en 1954 et 1962 (20).

Il y a, de plus, le Mouvement de la Paix, la résistance à la modernité, dite bourgeoise. En 1952 Roger Vailland diabolise le réfrigérateur comme un nouvel objet d'aliénation ! La **résistance à la modernité** a d'autres aspects ; le plus fameux est sans doute, dans les années 1950, **la campagne animée par Jeannette Vermeersch 21, contre la contraception, considérée comme un produit de la morale bourgeoise.** L'antiféminisme profond du parti communiste se révèle à travers ces condamnations orchestrées, se heurtant aux comportements des militants et des électeurs aussi sûrement que les homélies du pape Pie XII aux attitudes des catholiques. La cassure Est-Ouest entraîne une **rupture entre le PCF et le reste de la société française : au sectarisme communiste répond un anticommunisme exacerbé,** ciment des différentes majorités de la Quatrième République à partir de 1947. La rupture met aux prises avec le reste de la société politique un parti communiste radicalisé et à forte cohésion. Et **l'anti-anticommunisme est un autre facteur de ralliement au PCF, sur les plans politique et intellectuel.**

19 Cf. J. Verdès-Leroux, *Au service du Parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Fayard-Éditions de Minuit, 1983, 585 p. & *Le réveil des somnambules. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1985)*, Fayard/Éditions de Minuit, 1987, 491 p.

²⁰ Il y a trace dans les archives d'au moins un gros raté : en 1952 une délégation française, en route vers un kolkhoze modèle, passe à proximité d'un chantier où la main-d'œuvre est formé de *zeks*...

21 Voir plus haut.

Si le PCF reste longtemps fidèle à l'héritage stalinien, des signes de « dégel » apparaissent à la fin des années 50. Le premier facteur est-il la guerre d'Algérie ? Certes le parti communiste se prononce nettement en faveur de l'indépendance. Mais, à la différence de l'Indochine, il ne dénonce pas cette fois une « sale guerre » et ses campagnes d'opinion paraissent bien modérées. Il vote pour les « pouvoirs spéciaux » au gouvernement Guy Mollet et n'appelle ni au sabotage, ni à la désertion.

Les élections de novembre 1958 constituent, pour le PCF, un épisode dramatique : lui qui tournait depuis 1945 autour de 25 % des voix, tombe pour la première fois à 20 % : les « séparatistes », comme dit de Gaulle, sont entraînés dans la chute de la IV^e République. Le recul porte, en gros, sur un million de voix, qui se reportent sur les gaullistes. Bien pire, en raison du nouveau système électoral, les députés communistes dégringolent de 150 à 10 ! L'explication de ce glissement massif semble claire. De nombreux électeurs du Parti ont été sensibles au prestige du général de Gaulle, aux valeurs nationales qu'il incarne et au renouveau qu'il annonce face aux tenants de la IV^e République. Le scrutin uninominal fait le reste... **Par un paradoxe curieux, le PCF, tenu en marge du pouvoir par la Quatrième, subit de plein fouet son effondrement.**

« Citadelle assiégée », le parti suscite contre lui un violent anticommunisme qui ressuscite la bonne vieille « peur du rouge ». Le Parti communiste est à nouveau, décidément, un « parti de l'étranger ». **La « peur du rouge » est intégrée dans la grande menace planétaire :** elle est donc bien redevenue la peur, en ces temps d'Alliance atlantique qui voient la politique extérieure américaine de la « présidence impériale » forger les concepts de « doctrine Truman », d'endiguement (*containment*), puis de refoulement (*roll-back*), voire de « représailles massives » et de *new look* (nucléaire, bien entendu). C'est le temps de John Foster Dulles (1888-1959), Secrétaire d'État américain de 1953 à 1959 (22). À partir de la formation du Kominform, nouvelle Internationale, l'anticommunisme se fonde, d'après Gérard Vincent 23, **sur six thèmes récurrents.** Le premier peut se résumer en une formule de Léon Blum, « le parti communiste n'est pas un parti français, c'est un **parti nationaliste étranger** ». Instrumentalisé depuis sa création par l'Internationale, il est lié par « une chaîne invisible » à Moscou, comme l'écrit *Le Figaro* du 17 octobre 1949. Deuxième thème, le

22 Voir sur lui la thèse, dirigée par G.-H.Soutou, que François David a soutenue en octobre 2006, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, et la France (1953-1959). Les relations franco-américaines entre idéalisme politique et réalités militaires*, Thèse Université Paris-IV, octobre 2006, 4 vol. dactyl., 1 616 p. Et aussi : « Du traité de Versailles à Jean Monnet : John Foster Dulles est-il un père de l'Europe ? », dans D.Barjot & C.Réveillard dir., *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité*, Colloque Paris IV 2001, PUPS, 2002, 274 p., pp. 57-71.

23 J.Mathiex & G.Vincent, *Aujourd'hui. 1945-1975*, 2 vol., dernière réédition, 1994, 416 & 453 p., tome I, pp. 140-141, et P.Avril et G.Vincent, *La IV^e République. Hommes et société*, MA Éditions, 1988, 203 p., pp. 19-20.

communisme, c'est **le stalinisme**, et le stalinisme est une tyrannie bureaucratique, au sein de laquelle, le peuple « se flagelle lui-même au nom de la liberté » ; décidément très en verve, le même *Figaro* ajoute le 9 novembre 1949 : « Le Politburo est un cul-de-sac dont on ne peut sortir que grâce aux bons offices d'un entrepreneur des Pompes funèbres ». Le troisième thème, cousin du précédent, est que cette tyrannie est un **machiavélisme moral, pour lequel la fin justifie les moyens**. C'est la formule de François Mauriac :

« Il est vrai que leur morale se moque de la morale et que c'est ce qu'exige le Parti qui est bien. Ils sont les casuistes de ce temps, autrement plus redoutables que ceux d'il y a un siècle. »

D'autre part, le PCF est un **parti antisocial, qui fait son miel des inégalités, des misères et des crises**, « afin de garder la France en état de disponibilité révolutionnaire », comme écrit *Le Figaro* après l'éviction des ministres communistes et au moment de la conférence de Szklarska Poreba (Pologne, 22-27 septembre 1947). Cinquième et avant-dernier thème, le but du communisme, athée, c'est **l'extermination de l'humanisme chrétien** : la Russie soviétique « hait l'Europe » écrit aussi Mauriac, qui ajoute qu'elle « piétinerait avec joie dans nos villes et nos campagnes ; ce qu'elle exècre par dessus tout, c'est la civilisation chrétienne et humaniste ». Enfin, le communisme est **un impérialisme**, dont le but suprême est la domination du monde. Cela a été évité en 1945, il faut l'écartier maintenant, en période de Guerre froide ; l'un des moyens principaux, à court terme, est le réarmement allemand : « Profitons du terrible souvenir qu'ont gardé les Allemands de l'invasion russe de 1945 et de leur répugnance devant le communisme », écrit *Le Figaro* pour le 11 novembre 1949, un peu plus de six mois avant le déclenchement de la guerre de Corée.

III. La SFIO et les socialistes français des années 50

Incarnation en France du **socialisme démocratique**, la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) est habituée depuis le Cartel des Gauches et le Front populaire à la **distinction, initiée par Léon Blum, entre conquête et exercice du pouvoir**. Elle est sous la IV^e République un pilier de la vie parlementaire et même gouvernementale, mais il ne faut jamais oublier qu'elle participe officiellement au gouvernement de Gaulle final et à la confection de la constitution de 1958. À la Libération, la SFIO connaît un fort mouvement d'adhésions. Le pic du Front populaire (près de 300 000 adhérents en 1937) est largement dépassé, avec des effectifs de 350 000 en 1946. Vitalité retrouvée ? Au lendemain de la guerre, la SFIO doit faire face à trois problèmes : quelle identité ? quelle place au sein de la gauche ? quelle direction ?

L'un des premiers signes du malaise socialiste est **la tentative puis l'échec de la réunification avec les communistes**. Au printemps 1945, des militants socialistes enthousiastes peuvent croire à un nouveau Front populaire. Mais les exigences du PCF sont difficiles à accepter, car elles laissent soupçonner un désir d'absorber le parti socialiste, et le veto de Blum, de retour d'Allemagne, contribue à durcir les positions. Quant au **projet très hypothétique d'un grand parti travailliste dont la SFIO serait le noyau dur avec l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR) de François Mitterrand**, il échoue également devant l'intransigeance de certains cadres socialistes.

Léon Blum, en captivité, avait rédigé un ouvrage, *À l'échelle humaine*, qui est largement diffusé en 1945 : réflexion sur la défaite, explication d'ordre moral, c'est surtout un plaidoyer humaniste, une tentative de synthèse entre Marx et Jaurès. Si le prestige moral de Blum est intact, son autorité à la tête de la SFIO semble de plus en plus fragile : au congrès de 1946, la motion majoritaire l'emporte sur le thème de la fidélité aux origines révolutionnaires et à l'étymologie de section « de l'Internationale ouvrière », sur une ligne « dure », au fond. Son porte-parole est un enseignant, né en 1905, député-maire d'Arras de fraîche date, **Guy Mollet : il sera le secrétaire général de la SFIO de 1946 à 1969**.

Pendant les années cinquante, pour le meilleur et pour le pire, directement et indirectement, le socialisme français est un **socialisme de parlement et de gouvernement**. Mais **la faiblesse de la SFIO est patente pendant la Troisième Force**, et le **rendez-vous est manqué avec Mendès France et le mendésisme**. Au contraire, capital est le **mandat présidentiel de Vincent Auriol entre 1947 et 1953** : l'ancien ministre du Front

Populaire est le premier président de la République de la Quatrième, ce qui est un symbole fort ²⁴.

Mais le **parti recule d'élection législative en scrutin législatif**, sans se résoudre à nouer des alliances électorales avec d'autres partis situés plus à droite, on verra le problème ressurgir à plusieurs reprises sous la Ve République.

Ce qui frappe le plus dans ce parti qui est censé incarner le socialisme démocratique, c'est **la rigidité et l'autorité de la direction ainsi que la pauvreté du débat idéologique**. Au fond, les guerres coloniales, la construction européenne et la Guerre froide placent la SFIO dans un champ miné par les contradictions, engendrant un **conservatisme idéologique certain**, d'autant que les Trente Glorieuses provoquent une sorte de « méfiance molle » poussant à critiquer le capitalisme au nom d'un **marxisme revisité par Guy Mollet** et à se crispier sur les acquis de la Libération tout en défendant, c'est la politique de Jules Moch, la « liberté du travail » et **en se figeant dans l'anticommunisme**. Au fond c'est ce dernier qui explique la plupart des choix décisifs.

Quels sont les **socialistes de base** ? Par le nombre de ses adhérents la SFIO est **brièvement un parti de masse** (350 000 en 1946), elle devient en douze ans un **parti de cadres** (90 000 en 1958). Le profil des adhérents est aussi simple qu'anachronique : ce sont **très majoritairement des hommes** (88 %) et **d'âge moyen assez élevé**. La répartition selon l'origine socioprofessionnelle est encore plus significative : les ouvriers, base théorique et étymologique, représentent encore 35 % des adhérents en 1951 mais ils ne seront plus que 27 % en 1963. Entre les mêmes dates, artisans et commerçants passent de 12 à 7 %. Les employés restent assez stables, de 23 à 20 %. Quant aux « cadres », absents de l'enquête de 1951, ils apparaîtront au début des années 60, avec 9 % en 1963.

²⁴ Lire le chapitre 8 de J.Garrigues, *La République incarnée. De Léon Gambetta à Emmanuel Macron*, Perrin, 2019, 464 p.

IV. MRP et démocrates-chrétiens

Dans un pays où la démocratie chrétienne n'avait été représentée que par de petits partis, divisés (trois dans l'entre-deux-guerres), peu encouragés par la Papauté, la Libération voit surgir le Mouvement Républicain Populaire (MRP) qui devient aux élections de 1945 et 1946 le premier parti de France et donne à la Quatrième République certains de ses ministres les plus illustres, avant de disparaître en 1967 après un long déclin. Il est le seul grand parti démocrate-chrétien de l'histoire politique française. Ce n'est pas sa longévité qui donne son importance au MRP, ni sa doctrine, mais une **percée fulgurante**, à la rencontre d'une tradition vivante et d'une conjoncture favorable, et ensuite une place singulière dans la vie politique des années 50.

L'idée d'une formation neuve aboutit au **congrès du 26 novembre 1944**, dans la salle des conférences de la Société de Géographie, 184 boulevard Saint-Germain à Paris, où naît le **Mouvement Républicain Populaire**, sous la conduite de Bidault (ex-PDP) et Maurice Schumann (ex-Jeune République). Toutefois **la Jeune République 25 continue un temps son existence indépendante**, imprégnant de ses idées la gauche « radicale », comme le PSU, ainsi que la future Convention des Institutions républicaines (CIR), et certains catholiques résistants n'entrent pas au MRP : tel est le cas de René Pleven, entré à l'UDSR.

Le sigle même de MRP ne doit rien au hasard. Par opposition aux symboles de division que sont les partis, ce sera un « **mouvement** » à l'image de l'ACJF, l'Action catholique de la Jeunesse française. Dans le sillage du Ralliement et de la Résistance, la mention « républicaine » souligne l'attachement à une forme de régime occultée par Vichy. Enfin « **populaire** » **témoigne de la filiation avec le catholicisme social et est une référence explicite à la démocratie chrétienne italienne**, incarnée par le Parti populaire italien (PPI), dont le chef avait vécu en exil à Paris pendant le *Vientienno* fasciste.

Le nouveau parti réussit d'emblée une percée remarquable. Si ses adhérents sont nombreux (125 000 dès 1946), ce sont les élections de la Libération qui permettent au MRP de marquer le paysage politique. Au scrutin d'octobre 1945, il obtient 23,6 % des voix et 152 sièges ; à celui de juin 1946, 28,2 % qui font de lui le premier parti français, rendant inconcevable un gouvernement par les seuls deux partis marxistes ; à celui, enfin, de novembre 1946, 25,9 %. À ce dernier scrutin, le MRP, avec 173 élus, n'est dépassé que par le PCF (182) et devance largement la SFIO (102 députés). Inévitablement le MRP a joué un rôle capital dans la rédaction de la constitution. C'est avec la SFIO que s'amorce

²⁵ J.-F. Kesler, « La Jeune République, de sa naissance au Tripartisme (1912-1947) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1978, pp. 61-85.

la **coalition majoritaire du Tripartisme**. De ses trois composantes, le MRP est la seule née après la guerre. Il bénéficie de cette jeunesse relative mais aussi du prestige de la Résistance : en 1943, c'est Georges Bidault qui avait succédé à Jean Moulin à la tête du Conseil National de la Résistance (CNR). Cette place prééminente explique que **le MRP réussit à faire échouer le premier projet de constitution, monocamériste et « socialo-communiste »**.

Mais le succès du MRP dans ses premières années est ambigu. Certes il bénéficie du droit de vote féminin, réclamé par la démocratie chrétienne depuis la Belle Époque, ce qui est une des explications du refus radical de ce droit de vote. Mais surtout, dans la France de la Libération, **le naufrage de la droite, compromise avec Vichy, laisse un vide que ni PCF ni SFIO ne sauraient combler**. Or, il existe justement un parti neuf, pas compromis par 1940, issu de la Résistance et de la France combattante, qui appelle à la « révolution dans l'ordre et par la loi » et se veut fidèle au général de Gaulle ! **Très explicitement, Georges Bidault se fait fort de pratiquer « une politique de gauche avec un électorat de droite »** : le MRP attire un électorat flottant, sensible à sa modération relative et, pourquoi pas, au prestige de la France libre, il lui apparaît comme le seul rempart anticommuniste crédible, il est capable de faire accepter aux catholiques le programme du CNR. Cette raison déterminante de succès ne passe pas inaperçue et les communistes affublent le MRP et son sigle de « Machine à Ramasser les Pétainistes ».

Le premier signe de fragilité de la force électorale du MRP intervient dès le 7 novembre 1948, lors du renouvellement du Conseil de la République, avec un véritable effondrement, surtout en ce qui concerne les « sénateurs » élus par les « grands électeurs », qui passent de 66 à 18 ! On pourrait d'ailleurs dater la fragilité électorale du MRP du référendum constitutionnel : **le faible « oui » des électeurs va à un texte dans la rédaction duquel le MRP a beaucoup pesé**. Aux législatives de 1951, le RPF et la droite enlèvent d'un coup au MRP la moitié de ses votes !

Quant aux adhérents, de 125 000 en 1946, au moment de l'élection à la deuxième constituante, quand le MRP est le premier parti de France, ils passent à moins de 30 000 par la suite : **le MRP est vite devenu un parti de cadres. Les militants MRP sont nettement plus à gauche que les électeurs**, ce qui dans un pays où le clivage droite/gauche est capital est fort gênant. De fait, dans leur majorité **les adhérents appartiennent aux professions libérales, ainsi qu'aux cadres des secteurs public et privé**. Parti de cadres, sans doctrine rigide, le MRP joue pleinement son rôle à travers ses dirigeants. Remarque importante, il y a **quatorze femmes parlementaires MRP** au total, la dernière survivante étant Marie-Madeleine Dienesch (1914-1998).

Les sondages montrent que l'électorat MRP est en majorité formé de **catholiques pratiquants** mais que, sauf à la Libération, il ne fait pas le plein de l'électorat catholique pratiquant. Au contraire, sous la Quatrième République et sous la Cinquième, les catholiques confirment leur vieille tradition de pluralisme, qui conduit à leur dispersion entre toutes les formations politiques. De surcroît le MRP ne sait pas, ne veut pas, à la différence d'Adenauer et de De Gasperi, rallier durablement d'une part les catholiques de tradition conservatrice et d'autre part les catholiques non pratiquants.

La « querelle scolaire » divise la « troisième force » en coupant le MRP, qui bien sûr défend l'école libre, de la SFIO, le RPF poussant, avec une sournoise surenchère, à la division. En 1956 le MRP ne regagne rien sur son électorat conservateur originel, définitivement perdu, et il perd des militants de gauche, heurtés par l'hostilité du MRP au mendésisme. Cette **perte d'électeurs sur la gauche** frappe un parti où les militants ont toujours été plus à gauche que les électeurs et **dérive le MRP vers la droite**, où il y a sérieuse concurrence !

Seul grand parti issu de la Résistance, le MRP en illustre les rêves, les promesses et les contradictions. Sa volonté de renouveler et de moraliser la vie politique est un échec, ce qui n'empêche pas certains de ses membres d'avoir suscité un respect unanime pour leur conviction et leur intégrité. Symboliquement, on ne saurait oublier que **le MRP est la famille politique de Germaine Poinso-Chapuis**, première femme ministre à part entière dans un gouvernement français. Parti charnière, composante indispensable des majorités, **le MRP est un temps réellement un parti majeur de la IV^e République, mais il n'est jamais pour autant un parti dominant, ce qu'a été la démocratie chrétienne italienne (DCI) par exemple.** À gauche, il se heurte aux socialistes et aux communistes sur la question scolaire. À droite, il ne peut jamais être un centre d'attraction comme l'est la CDU allemande.

Enfin, **il n'a jamais de stratégie à proprement parler.** L'œuvre européenne de Robert Schuman, au départ, ne doit rien à son parti : plus tard, au vu des succès de la construction européenne, **le MRP finit par en faire un de ses thèmes majeurs.** Mystique, idéologie de substitution ? Ce ne serait pas la première : parti démocrate-chrétien, **le MRP devient le « parti de la famille », puis le parti colonial par excellence et enfin « parti européen ».**

V. Radicalisme(s), radicaux et UDSR

Davantage que la Première Guerre mondiale, la guerre de 1939-1945 a représenté un passage à vide pour le parti radical. La tentative des milieux néo-radicaux de relancer un parti radical à Vichy avait fait long feu. Il est, au contraire, de nombreux radicaux résistants, mais on ne saurait parler d'une résistance radicale, puisque le parti a cessé d'exister. Il connaît un **profond discrédit à la Libération** ; les résistants et les intellectuels se hâtent de prononcer l'oraison funèbre de cette formation d'un autre temps. **Les échecs des radicaux aux référendums et aux consultations électorales de la Libération paraissent attester de sa disparition programmée. Cependant, dès 1946-1947, commence la remontée en puissance d'un parti radical qui récupère ses électeurs de la III^e République, replace ses notables aux postes de responsabilité, retrouve le chemin des ministères et des présidences, consolide ses zones de force dans le centre et le sud-ouest et opère même des conquêtes électorales en France du nord et de l'est.** Toutefois ce radicalisme n'est plus celui du début du XX^e siècle, mais le **néo-radicalisme** forgé lors du grand tournant de 1936-1938. **Et le mendésisme (ce sera le VI de ce cours), été de la Saint-Martin du radicalisme, est aussi son chant du cygne 26.**

Avec la Ve République se précipitera le déclin d'un parti qui s'identifie à la tradition parlementaire de la République et aux positions centristes. Il subit le contrecoup d'une république présidentielle incompatible avec ses propres positions et d'une bipolarisation mortelle sur le plan électoral. Les radicaux jouent leur dernière grande partie nationale en s'engageant résolument en 1962 dans la lutte contre les conceptions gaullistes des institutions.

C'est ce parti très présent dans le fonctionnement institutionnel et administratif de la IV^e République que Pierre Mendès France entreprend de moderniser de 1955 à 1957. Fidèle à une sensibilité mais déçu par une organisation, Pierre Mendès France veut exploiter un courant d'opinion, le « mendésisme », pour conquérir un des instruments du pouvoir politique. Né à l'extérieur du Parti radical, autour de l'équipe de *L'Express*, comme dans un certain nombre de catégories sociales satisfaites des projets et de l'action du président du Conseil, le mendésisme demeure minoritaire au sein du parti radical. Mais il reçoit le renfort des radicaux traditionnels conscients que tout dynamisme est bienvenu. Prenant appui sur cet ensemble qui associe tradition et modernité, Pierre Mendès France parvient à se faire élire premier vice-président du parti en mai 1955, Édouard Herriot étant président à vie depuis 1947.

26 S.Berstein & M.Ruby dir., *Un siècle de radicalisme*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004, 287 p., P.Lévêque, *Histoire des forces politiques en France*, Armand Colin, coll. U, tome III, *De 1940 à nos jours*, 1997, 512 p., chapitre VI.

Les résultats électoraux sont encourageants. Les candidats radicaux, le 2 janvier 1956, obtiennent leurs meilleurs scores depuis 1945, avec environ 10 % des suffrages exprimés. Dans certaines régions, la progression est spectaculaire. On peut ainsi parler de « raz de marée » dans la région parisienne. Un nouvel électorat radical semble se construire ; en effet, ce sont les villes qui offrent les meilleurs résultats. En fait, les désillusions vont recommencer, car Pierre Mendès France ne joue pas dans le gouvernement de Front républicain dirigé par Guy Mollet le rôle espéré. Les cadres radicaux sont perplexes, tandis que l'opinion est déçue. La démission que donne Mendès, en mai 1955, et l'entrée progressive dans l'opposition accélèrent la mise en cause des choix politiques et des méthodes du vice-président.

Quittons les radicaux, mais pour leurs alliés de l'UDSR, seule force politique exclusivement issue de la Résistance 27. **L'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR) fut tout à la fois l'ultime avatar du projet politique de la Résistance et le symbole de la tentative de renouvellement du personnel et du renouveau de la vie politique avant de se satisfaire du rôle de petit parti de gestion des affaires de la République.** Après avoir tenté d'absorber la SFIO de manière à former un grand rassemblement « travailliste », l'UDSR s'allie avec le parti radical dans le cadre du RGR (Rassemblement des Gauches républicaines), ce qui fait fuir nombre d'adhérents : l'UDSR devient un ruisseau, mais central dans la vie politique. L'UDSR est la seule formation politique à être issue exclusivement de la Résistance et c'est le **parti de la Résistance non-communiste**. Le 25 juin 1945, à l'initiative de la majorité du Mouvement de libération nationale, qui avait refusé en janvier de fusionner avec le Front national, dominé par les communistes, l'UDSR est constituée sur la base d'une fédération de mouvements de Résistance, l'Organisation civile et militaire, Libérer et Fédérer, Libération-Nord, auxquels se joignent quelques membres de Ceux de la Résistance et des représentants de la France Libre et d'autres mouvements. À l'exception des communistes, toutes les familles résistantes — des Français libres aux résistants de l'intérieur — et toutes les familles politiques — des gaullistes aux socialistes en passant par les démocrates-chrétiens — s'y retrouvent. L'UDSR a alors opéré un rassemblement de personnalités politiques plus large, sinon plus nombreux, que le RPF. C'est la **génération politique issue ou passée par la Résistance** qui s'y trouve représentée. Cette fédération est, en effet, conçue comme un **vaste rassemblement, instrument de la rénovation politique**, et comme le prolongement à la Libération de l'engagement de résistants qui condamnent tout à la fois la III^e République, son personnel et les partis politiques traditionnels. L'UDSR veut occuper, dans un paysage politique tripolaire, la position centrale entre la droite et le PCF.

27 Éric Duhamel, *L'UDSR ou la genèse de François Mitterrand*, thèse, CNRS Éditions, 2007, 371 p.

Cette formation se présente volontiers comme « travailliste » en ce sens que s'y retrouveraient croyants et laïcs pour dépasser la vieille querelle qui les oppose. L'UDSR se pense comme l'agent de la rénovation de la gauche, rénovation qui passe par l'absorption de la SFIO dans un rassemblement plus vaste. En fait, la SFIO, en signant un pacte d'unité d'action avec l'Union ne cherche qu'à attirer à elle les résistants les plus à gauche au moment même où l'UDSR songe à la remplacer ! C'est dire qu'à la Libération les chances de fonder un grand parti de la Résistance non communiste sont faibles, d'autant que la fondation du MRP retire du projet la clientèle démocrate-chrétienne, à l'exception de ceux qui refusent tout parti à caractère confessionnel. En outre, l'absence de soutien du général de Gaulle à une formation qui se pense comme la préfiguration du rassemblement gaulliste n'est pas étrangère à l'échec de cette formule. **Cet échec tient beaucoup à l'inexpérience des résistants UDSR qui ont cru que le paysage politique était vierge de tout héritage à la Libération, or il n'en était rien...** Les résistants, bien avant la fin de la guerre, avaient perdu la course de vitesse qui les opposait aux anciens partis politiques. La permanence de part et d'autre de la guerre des comportements politiques, la stratégie du parti communiste, l'attitude de la SFIO, l'existence même du MRP ont empêché l'UDSR d'être l'instrument de la rénovation de la gauche non communiste en y intégrant les chrétiens. **Encore y avait-il quelque illusion à voir dans la Résistance un projet politique unique et cohérent...** Après une constitution difficile, l'UDSR doit affronter les élections du 21 octobre 1945 à l'Assemblée nationale constituante. Avec trente et un députés, l'UDSR prend la mesure de son influence. Elle aurait pu décider comme l'a fait le Parti d'action en Italie de disparaître, mais elle choisit, en juin 1946, de **se transformer en parti politique**. Ce passage du cartel à l'organisation unique est plus qu'une évolution normale, c'est un véritable changement de nature d'une formation qui doit rogner ses ambitions pour les aligner sur celles d'un petit parti de gestion des affaires de la République, un parti qui va devenir **un parti charnière de la IV^e République puis un « parti spécialisé »**.

Mais la constitution de l'Union en parti politique conduit de très nombreux adhérents à rejoindre les partis traditionnels ou à se retirer de la vie politique. Bien qu'elle soit opposée au compromis constitutionnel de 1946, l'UDSR, après avoir été un des plus tenaces opposants au tripartisme, **contribue à la formation de la Troisième force**. Sur le plan électoral, pour éviter la multiplication des listes, l'Union contribue avec le Parti radical à la fondation du Rassemblement des Gauches Républicaines. De 1948 à 1951, l'UDSR constitue la charnière des majorités de Troisième force, articulant les combinaisons entre la SFIO et le centre droit. Aussi n'est-ce pas un hasard s'il est confié à son président, René Pleven, le soin de former en fin de législature le gouvernement. Appelé pour ses talents de conciliation, René Pleven tente en vain de ressusciter la Troisième force au lendemain des élections législatives

de 1951. À la suite de la dissidence de vingt-sept députés RPF en faveur du gouvernement Pinay en 1952, l'appoint des voix des députés UDSR apparaît moins nécessaire à la formation des majorités. De ce fait, **elle cesse d'être une formation charnière.**

Dès lors, à l'intérieur de l'UDSR, l'opposition menée par François Mitterrand critique de plus en plus ouvertement la participation systématique au gouvernement. Tirant parti de ce mécontentement, le député de la Nièvre 28, avec un art consommé de la manœuvre, se rend maître de l'appareil partisan et est élu président en 1953, en s'appuyant sur la vaste clientèle des prisonniers de guerre. La lutte qui oppose Pleven et Mitterrand ne se réduit pas à une lutte pour la maîtrise d'un parti considéré comme un instrument de promotion personnelle, cette lutte s'appuie sur de réelles divergences d'appréciation en ce qui concerne la participation au gouvernement, l'Europe et l'Union française. François Mitterrand se distingue de René Pleven en ce qu'il souhaite, à partir de 1952, un recentrage à gauche du parti. À partir de 1953, il se prononce pour la fin de la guerre d'Indochine quand Pleven est ministre de la Défense. Mais c'est surtout la question de la priorité à accorder à la construction européenne ou à un ensemble franco-africain qui trace la limite des oppositions. Le député de la Nièvre pose pour préalable à la construction européenne la constitution d'un ensemble franco-africain durable. Encore ne faudrait-il pas exagérer les oppositions car les deux hommes sont moins éloignés l'un de l'autre que le combat politique n'entraîne à le faire croire. N'est-ce pas René Pleven, président du Conseil, qui confie à son ministre de la France d'outre-mer, François Mitterrand, le soin de mener des négociations qui aboutissent au ralliement du RDA d'Houphouët-Boigny au régime, prélude à la décolonisation sans violence de l'Afrique noire ? **À partir de 1954, l'UDSR se présente comme un « parti spécialisé », spécialisé dans la construction européenne et la défense de l'ensemble franco-africain dans un sens fédéral puis confédéral.**

Après avoir fondé beaucoup d'espoir dans la capacité du gouvernement Mendès France à rénover la République, l'UDSR accompagne sans illusion la décadence de la IV^e République avec le seul souci de tout faire pour ne pas compromettre les chances de la France de rester associée au destin de l'Afrique. L'appel au général de Gaulle en 1958 conduit René Pleven, Claudius-Petit et leurs amis à quitter l'Union désormais engagée par François Mitterrand dans l'opposition au général de Gaulle. **François Mitterrand** dénonce les conditions dans lesquelles le général de Gaulle est

28 Voir la contribution de François Charmont, « Devenir géopolitique d'une terre présidentielle : la Nièvre, "fief électoral" ou "fief politique" (1945-2009) », dans *Terres d'élections. Les dynamiques de l'ancrage politique. 1750-2009*, Presses universitaires de Rennes, 2014, 426 p., pp. 335-347.

revenu au pouvoir. Il **engage l'UDSR, dans la lutte contre le pouvoir gaulliste, à résister au pouvoir personnel au nom de la défense des principes républicains**. L'UDSR, bien que réduite à une poignée de fidèles à partir de 1960, lui offre une structure d'attente et se révèle très utile lorsqu'il s'agit de fonder la Convention des institutions républicaines, puis la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS). En 1965, lorsque François Mitterrand se déclare candidat à la présidence de la République, on peut considérer que l'UDSR a cessé d'exister.

Au total, l'histoire de l'UDSR se confond avec les grands enjeux de la Résistance, des IV^e et V^e Républiques. **L'UDSR incarne l'échec de la transformation de la Résistance en force politique spécifique**. Sous la IV^e République, elle s'est affirmée comme un parti à vocation parlementaire et gouvernementale associée étroitement à la construction européenne et à la recherche de liens d'un type nouveau avec l'Afrique noire. Par sa position topographique à l'Assemblée nationale, ce parti a joué **un rôle inversement proportionnel à son importance numérique**. Pour autant, l'Union n'est pas devenue un succédané des républicains socialistes ou une succursale du Parti radical. L'UDSR, de 1945 à 1965, a eu plusieurs réalités mais une seule identité, faite du souvenir des combats de l'ombre et de l'exigence de servir les intérêts de l'État républicain à l'image certes d'autres partis. Son histoire est celle de ses paradoxes : paradoxe d'une formation qui condamne le pullulement des partis et qui ajoute son existence chétive à leur multiplication, paradoxe encore de voir ce parti hostile à la IV^e République servir ce régime avec une telle constance qu'il finit par lui être associé comme le Parti radical le fut à la III^e République, paradoxe surtout de voir l'objectif initial de l'Union — unité de la gauche non communiste dans une formation à vocation majoritaire — **réalisé sous la Ve République par François Mitterrand**. En ce sens, l'UDSR constitue une étape essentielle dans cette entreprise collective et individuelle, **de telle sorte qu'en 1981 on a pu dire que l'UDSR était enfin au pouvoir !** 29

29 Notice Éric Duhamel, dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p.

VI. La place particulière de Pierre Mendès France et du mendésisme

Parmi les nombreux gouvernements qui marquent la Quatrième République, celui de **Pierre Mendès France** [pas de trait d'union] (1907-1982) ³⁰ laisse une empreinte durable. Au-delà de l'homme, **un véritable mythe** se développe dès la IV^e République, et aux attaques passionnées de la droite répondent l'enthousiasme de toute une génération et plus profondément un très large soutien populaire. Pour une majorité de citoyens, **Mendès représente l'homme politique intègre, il incarne la rigueur et la vérité, même si celle-ci n'est pas agréable à entendre.** Mendès France marque profondément la vie politique française à la fois par son style et par ses idées. **Inspirateur d'une gauche moderniste, il conduit à une nouvelle approche du politique : « le mendésisme ».**

Son expérience parlementaire comme son action au pouvoir pendant la guerre avaient semblé conduire Mendès France à occuper une fonction de premier plan dans l'univers politique de l'après-guerre. Or il allait devoir attendre huit ans avant de pouvoir former son gouvernement, **encore qu'en juin 1953 il manqua de fort peu l'investiture comme Président du Conseil.** Comme pour le général de Gaulle, il fallait un contexte de crise pour qu'une telle personne soit portée au pouvoir.

C'est la dégradation de la situation indochinoise qui amène Mendès France au pouvoir. Lors du grand débat parlementaire qui se déroule le 12 juin 1954, c'est Mendès France qui dresse un véritable réquisitoire contre la politique suivie jusqu'alors par Georges Bidault et provoque la chute du ministère. Le Président de la République charge donc Mendès de tenter de former un nouveau gouvernement. **Tranchant avec les habitudes parlementaires de ce temps, il se présente seul lors du vote d'investiture, annonçant qu'il choisira librement ses ministres, sans négociations préalables avec les partis.** Il est décidé à faire appliquer la lettre de la constitution qui souligne le rôle éminent du Président du Conseil dans la détermination et la conduite de la politique du gouvernement et Mendès a l'art de la dramatisation d'une situation pour faire passer une politique.

La cohérence du projet avait été exposée dans un « Appel à la jeunesse », publié par *L'Express* le 14 mai 1954. *L'Express* joue un rôle capital dans la constitution

³⁰ J.Lacouture, *Pierre Mendès France*, Seuil, 1981, 548 p., complété avantageusement par Michel Margairaz dir., *Pierre Mendès France et l'économie*, Odile Jacob, 1989, 471 p., J.Garrigues, *La République incarnée. De Léon Gambetta à Emmanuel Macron*, Perrin, 2019, 464 p., chapitre 14, et G.-H.Soutou, « La politique nucléaire de Pierre Mendès France », dans M.Vaïsse dir., *La France et l'atome. Études d'histoire nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 1994, 324 p., pp. 83-100. D'autre part est indispensable le livre de Pierre Birnbaum, *Un mythe politique, la « République juive », de Léon Blum à Pierre Mendès France*, Fayard, 1988, 417 p., réédition, Gallimard, 1995, 417 p.

de l'image de Mendès, inventant le sigle « PMF » sur le modèle de « FDR » pour Roosevelt. Fondé en 1953 par Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud ³¹, il se fait l'organe officiel du mendésisme, s'appliquant à populariser l'idée d'un homme neuf, capable d'appliquer une politique adaptée aux problèmes de la France des années 50, celle qui entre dans l'été de la croissance économique et du modernisme des Trente Glorieuses.

Son programme de gouvernement est clair : en ce qui concerne le problème indochinois, il s'engage à aboutir dans un délai d'un mois ; sur la CED, il annonce une large confrontation des opinions, ce qui désarme l'opposition des gaullistes ; il évoque aussi un programme économique fondé sur la reprise de l'expansion et la modernisation de l'appareil productif. Mais, face à l'opinion publique, il ne veut pas apparaître comme l'homme des communistes, aussi annonce-t-il sa décision de ne pas tenir compte des votes communistes dans le cas où ceux-ci se détermineraient en sa faveur. **Le 18 juin 1954, Pierre Mendès France est largement investi par 419 voix contre 47 et 143 abstentions. En défalquant les 99 communistes qui ont voté pour lui, il reste 320 voix : il est au-dessus du chiffre fatidique d'investiture de 314.** On peut remarquer que la droite est dans l'ensemble hostile mais aussi que **pour la première fois depuis 1947, le Parti communiste français soutient un gouvernement et par là se réintroduit dans le jeu politique normal.** Débute alors ce qu'on va appeler l'expérience Mendès France.

Les citoyens ont une belle surprise : **un président du Conseil leur explique, le samedi en principe, « au coin du feu », qu'un peuple adulte a le droit de savoir « exactement où nous en sommes » et que c'est là le seul moyen d'impliquer les citoyens dans les choix politiques des gouvernants : c'est la « parole humaine en politique »,** comme dit Mauriac. La formation du gouvernement ne va pas sans poser des problèmes. **La SFIO refusant la participation, le gouvernement, par sa composition, se trouve déporté sur la droite :** il comprend des radicaux, des hommes de l'UDSR et des gaullistes (Républicains sociaux). Le ministère constitué est relativement restreint, puisqu'au total, avec les secrétaires d'État, il ne compte que 29 membres. **Mendès France décide d'assumer la charge des Affaires étrangères et c'est lui qui dirige les négociations de Genève sur l'Indochine.** Il s'entoure d'une équipe jeune et souvent compétente avec Edgar Faure aux Finances, François Mitterrand à l'Intérieur ou encore Jacques Chaban-Delmas aux Travaux publics.

31 Pseudonyme de Lea France Gourdjji (1916-2003). Biographie : L.Adler, *Françoise (Giroud)*, Grasset, 2011, 492 p. Sur la famille Servan-Schreiber, notice de Marc Martin, dans J.-C.Daumas dir., *Dictionnaire historique des patrons français*, Flammarion, 2010, 1 614 p., pp. 655-657. JJSS= 1924-2006.

L'urgence est dans la question indochinoise, Mendès France s'étant engagé à aboutir à une solution avant le 20 juillet, faute de quoi il remettrait sa démission. La situation est complexe d'autant qu'il doit mener la discussion avec des personnalités de premier plan comme Eden, Dulles, Molotov et Zhou Enlai et qu'il doit tenir compte de la fermeté du Viêt-minh, conforté par la victoire de Diên Biên Phu. Le Président du Conseil français sait utiliser à la fois la souplesse diplomatique et la fermeté. Pour montrer sa détermination, il affirme qu'il enverra, si besoin est, le contingent en Indochine, et fait commencer une campagne de vaccination contre les fièvres tropicales dans les forces rassemblées à Marseille. **La France montre ainsi sa détermination** et fait savoir que le cas échéant elle peut poursuivre la lutte et même l'intensifier. **En même temps, la délégation française formule des propositions positives qui servent finalement de cadre général à l'accord conclu.** On reprend pour l'Indochine la solution appliquée en Corée : **le Viêt-nam sera partagé en deux États, le Nord communiste et le Sud pro-occidental.** Quant aux protectorats du Cambodge et du Laos, ils accéderont à l'indépendance. **Au terme de négociations éprouvantes, l'accord est signé dans la nuit du 20 au 21 juillet.** Mendès France a tenu son pari. L'effet est profond sur l'opinion publique, la crédibilité du Président du Conseil et le mythe PMF en sortent renforcés.

Le « bradeur de l'Empire », comme dit la droite, s'attaque à un autre problème colonial, celui posé par la Tunisie. En 1954 la situation est complètement bloquée. Alors qu'il négocie en Suisse avec le Viêt-minh, Mendès prend contact avec des représentants du mouvement indépendantiste tunisien, le néo-Destour, et il fait connaître son désir d'ouvrir un véritable dialogue. En France même, il expédie un de ses amis, le socialiste Alain Savary, afin de négocier avec Habib Bourguiba (1903-2000) qui est toujours en résidence surveillée. C'est avec lui que sont **négociées les modalités de ce qui va constituer les accords de Carthage.** Les grandes lignes du plan français sont acceptées par le chef tunisien : reconnaissance de l'autonomie interne, qui se double du principe de la prise en charge par étapes des responsabilités, formation d'un gouvernement représentatif avec la participation de toutes les tendances de la vie politique tunisienne, et donc du néo-Destour, enfin association de la France et de la Tunisie sur le plan de la politique étrangère et de la défense. Sans prévenir les administrations, Mendès décide de venir à Tunis en personne, pour annoncer les grandes lignes de son plan : **son discours de Carthage, le 31 juillet 1954 est un véritable coup de tonnerre, les négociations peuvent s'ouvrir dans un nouveau climat et en quelques mois c'est, là aussi, la fin des combats.** Mais il faut, par la suite, la mise en place d'un long processus pour que la Tunisie obtienne son indépendance totale.

Immédiatement après le règlement de la question tunisienne, Mendès s'attaque aux problèmes économiques et demande à l'Assemblée des pouvoirs spéciaux. Dans le débat qui a lieu au début du mois d'août, Mendès France expose les grandes lignes de sa politique économique, fondée sur la poursuite de l'expansion mais visant à l'abaissement des coûts de production et donc au lancement d'une **vaste politique de modernisation**. Là encore les conservateurs font connaître leurs réserves, craignant à la fois les effets d'une politique keynésienne toute nouvelle pour eux et la volonté d'intervention des pouvoirs publics dans le domaine de l'économie. Pourtant le 10 août 1954 l'Assemblée accorde à Mendès France les pleins pouvoirs économiques jusqu'au 31 mars 1955, par 361 voix contre 90 et 143 abstentions.

En cet été 1954 Mendès France est au sommet de sa popularité et pour la première fois depuis 1939 la France n'est plus en état de guerre : les questions indochinoise et tunisienne ont été réglées et le drame algérien n'a pas encore éclaté. Mendès s'attache alors à régler une des questions qui empoisonnent l'atmosphère politique depuis de nombreuses années, la question de la **Communauté européenne de Défense (CED)**. En 1952, le gouvernement de Pinay avait signé un projet de CED, visant à réintégrer l'Allemagne dans le dispositif militaire occidental. Encore faut-il obtenir la ratification parlementaire, et immédiatement **l'opinion et les principaux partis s'affrontent sur cette question**. Contre la CED on trouve à la fois les gaullistes et les communistes, les socialistes et les radicaux divisés et seuls les représentants du MRP et de la droite classique sont largement favorables. Sur le fond, Mendès n'est pas trop favorable, d'autant qu'il sait que sur cette question son propre gouvernement est divisé. Aussi, décidé à en finir, **il choisit de laisser l'Assemblée nationale débattre de cette question, sans engager la responsabilité de son gouvernement**. En fait, tout a été préparé pour enterrer le débat : le Président du Conseil laisse les adversaires de la CED poser la « question préalable », artifice de procédure qui permet de voter non pas sur le fond mais sur la forme, c'est-à-dire de décider si le débat doit avoir lieu ou non. Le 30 août 1954, la question préalable est votée. Le projet de la CED est définitivement enterré. Il faut donc trouver une solution de rechange. Les accords de Londres, signés le 3 octobre, comportent la reconnaissance totale de la souveraineté de l'Allemagne de l'ouest et l'entrée de l'Allemagne dans l'OTAN. La ratification de cet accord est difficile et péniblement obtenue le 30 décembre.

Le gouvernement a accumulé contre lui les mécontentements, d'autant que Mendès veut faire aboutir une révision constitutionnelle qui traîne depuis un certain nombre d'années. En bon radical, il est favorable au rétablissement des attributions législatives de l'ancien Sénat, devenu depuis 1946 Conseil de la République. Il fait adopter son texte le 30 novembre 1954 avec deux voix de majorité

seulement. Par ailleurs, au même moment voulant lutter efficacement contre l'alcoolisme, Mendès France prend le 13 novembre 1954 des **décrets restreignant les privilèges des « bouilleurs de cru » (3 500 000 en 1954)**. Ils bénéficiaient d'une exemption fiscale accordée aux exploitants agricoles (en principe), qui peuvent distiller une partie de leur récolte en franchise des droits sur l'alcool et bénéficient, pour une autre partie, d'une réduction des taux. De plus cela se double d'une fraude impossible à évaluer. PMF prend le 13 novembre 1954 un décret qui exclut de la franchise les bouilleurs qui n'ont pas la qualité d'exploitant agricole, mais des parlementaires, de session en session, font reporter la mesure et il faudra que Michel Debré ait recours à la procédure des ordonnances pour décider le 30 octobre 1960 l'extinction du privilège avec le décès du bénéficiaire, sauf transmission au conjoint survivant pour les exploitants agricoles ! D'autre part, servis par une fiscalité aberrante, les planteurs de betteraves à sucre distillent à fond et constituent, avec les « petits viticulteurs » du Midi, qui trouvent dans la distillation un débouché pour leurs excédents, un formidable *lobby* (« le mot fait son apparition en français à cette occasion », notent Pierre Avril et Gérard Vincent 32). Pierre Mendès France décide à l'automne 1954 que les deux tiers des excédents de betterave seront envoyés obligatoirement aux sucreries et il fixe les contingents d'alcools devant être achetés par la Régie des alcools 33. **Les bouilleurs sont défendus avec vigueur, mauvaise foi et démagogie par de nombreux groupes de pression, par exemple le Syndicat des Bouilleurs ambulants et Presseurs de France (*sic*).**

Surtout le gouvernement doit faire face depuis le 1er novembre 1954 au début de l'insurrection indépendantiste algérienne. Il est certain que Mendès France ne prend pas toute la mesure de l'événement et comme son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, **il pense que « l'Algérie c'est la France »**. Mais Mendès sait qu'il faut procéder avec rapidité aux réformes nécessaires afin de mettre un terme à la situation inégalitaire qui règne alors en Algérie. Aussi décide-t-il de **nommer comme gouverneur général Jacques Soustelle**. La nomination, le 25 janvier 1955, de celui qui a été un des piliers du RPF est très mal accueillie en Algérie et dans les milieux favorables à la colonisation, qui voient en Soustelle un dangereux homme de gauche.

Dès ce moment, une masse d'adversaires s'est coalisée contre le gouvernement Mendès. Pour les communistes Mendès reste l'homme du réarmement allemand, le MRP n'a jamais porté une grande sympathie à ce gouvernement et l'affaire de la CED l'a conduit à une opposition totale et farouche. Et contre Mendès France toute la droite s'est rassemblée, retrouvant au passage les accents oubliés (pas depuis

32 P. Avril et G. Vincent, *La IV^e République. Histoire et société*, MA Éditions, 1988, 203 p., pp. 36-38.

33 *Ibid.*, pp. 37-41.

longtemps) de l'antisémitisme 34. Pierre Poujade accable de sarcasmes *Mendès-Lolo*, l'homme qui boit du lait, et il réclame « un gouvernement de gens qui aient des gueules de Français. » Un véritable climat de haine s'est développé dans le pays contre le Président du Conseil. Et dans son propre parti, le parti radical, il a des adversaires acharnés, guettant le faux-pas et la chute. Au début de 1955, **Mendès France fait au parlement figure d'homme seul, alors que sa popularité dans le pays est intacte**. En effet, un sondage IFOP, réalisé au lendemain de sa chute (février 1955), indiquait que 54 % des Français désapprouvent le renversement du ministère contre 12 % seulement qui l'approuvent. Jamais le hiatus entre le monde parlementaire et l'opinion n'a été aussi grand. **Un processus de marginalisation politique de Mendès France est en cours**. Plusieurs choses jouent contre lui, et tout d'abord son style, jugé trop personnel, cassant et « technocratique ». Par ailleurs il se heurte à la méfiance des appareils des partis qu'il a trop longtemps superbement dédaignés, à commencer par son propre parti, le parti radical.

Aussi, tout en étant un des principaux animateurs du « Front républicain » (expression inventée par Jean-Jacques Servan-Schreiber), **regroupement de la gauche non communiste qui remporte, de fait, les élections de 1956, il est écarté de la direction du gouvernement par le Président de la République, René Coty, qui lui préfère Guy Mollet**. Choix lourd de conséquences à la fois pour la question algérienne et pour l'avenir de la IV^e République elle-même ! **Ministre d'État dans le gouvernement Mollet en 1956, il démissionne en mai de la même année pour bien marquer son désaccord avec la politique algérienne suivie**. Il se fait violemment chahuter (fauteuils brisés, cocktails Molotov, lacrymogènes, etc.) en défendant au Vel' d'hiv' un candidat lors d'une partielle parisienne le 10 janvier 1957 et quitte peu après la direction du parti radical. Aussi cette personnalité qui dispose à la fois de crédit et de considération dans l'opinion **se trouve réduite à jouer les « Cassandre » dans un monde politique en pleine décomposition**.

Qu'est-ce que le mendésisme ? On peut tout d'abord le percevoir comme un **vaste phénomène d'opinion** mais le mendésisme a **des origines dans le « radicalisme de gauche » d'avant-guerre** 35. La cote de popularité de Mendès France est en permanence au-dessus de 50 % et atteint même 62 % en août 1954. Mais nous sommes loin d'un consensus de type plébiscitaire : **les Français approuvent des actions précises plus que la personnalité même de l'homme**. Toutefois la personne du Président du Conseil suscite un véritable courant de **sympathie populaire**, même si

³⁴ Excellente mise en perspective dans Pierre Birnbaum, *Un mythe politique, la "République juive", de Léon Blum à Pierre Mendès France*, Fayard, 1988, 417 p., réédition, Gallimard, 1995, 417 p.

³⁵ Cf. les deux derniers chapitres de A.Prost dir., *Jean Zay et la gauche du radicalisme*, Presses de Sciences Po, 2003, 264 p., pp. 227-244.

l'homme est plus respecté qu'aimé. Dans un climat politique dominé par des affaires douteuses, il est aux yeux de beaucoup de Français un **homme honnête et intègre**. D'autre part, dans une opinion désorientée par la défaite de Diên Biên Phu, il incarne une **politique volontariste**, à laquelle son style donne un panache certain.

Si on tente de ventiler le mendésisme en fonction des grands courants d'opinion, **on peut remarquer qu'en dehors des communistes et de l'extrême-droite, il obtient un réel écho dans toutes les familles de pensée**. Une fraction de l'opinion catholique se détache du MRP pour le soutenir. Le principal représentant de cette tendance est **François Mauriac** qui exprime son appui dans le « bloc-note » de l'hebdomadaire *L'Express*. Mendès draine à lui la gauche chrétienne, déçue par les orientations droitières du MRP et qui trouve chez lui une volonté de traiter complètement le problème colonial et de créer une gauche moderniste totalement affranchie de la lourde tutelle du Parti communiste français. **On comprend alors qu'un certain nombre de militants de la grande confédération syndicale chrétienne, la CFTC, rallient le mendésisme**. Les **sympathisants radicaux et surtout socialistes** sont également séduits par un homme incarnant les valeurs républicaines et cherchant à fonder une gauche nouvelle, ou plutôt renouvelée. Il est révélateur que les plus gros scores de Mendès France dans les sondages sont réalisés chez les sympathisants socialistes. **La SFIO d'ailleurs, le soutient presque seule jusqu'au bout et par la suite, lors des élections de 1956, beaucoup d'électeurs votant socialiste pensent voter pour Mendès France**. Les manœuvres politiques de la direction de la SFIO, au lendemain de ces élections, sont pour beaucoup dans la désaffection populaire à l'égard du parti socialiste.

Par ailleurs, Mendès France trouve un accueil très favorable auprès de la haute fonction publique. Depuis 1943, les hauts fonctionnaires ont pu apprécier la valeur et la rigueur de l'homme. Fait rare parmi les hommes politiques, on lui reconnaît une **réelle compétence technique** sur les grands dossiers économiques et financiers. De surcroît la fonction publique éclairée partage un certain nombre de ses idées, à savoir **la nécessité d'une approche technicienne et non politique de certains problèmes**. Bon nombre de ces fonctionnaires apprécient le courage de l'homme rejetant toute démagogie et indiquant avec clarté la solution, qui passe parfois par la rigueur et la « souffrance ». Une des cartes maîtresses de Pierre Mendès France est d'avoir pu compter sur de puissantes et durables amitiés dans ce monde très fermé, mais **aussi dans certains médias**. Particulièrement actifs en faveur de Pierre Mendès France on trouve le groupe de journalistes réunis autour de Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui lance *L'Express*. Ce journal, apparu en mai 1953, constitue la tribune du mendésisme et la rédaction entreprend une campagne vigoureuse pour

faire parvenir Mendès France au pouvoir et l'y maintenir ensuite. Le gouvernement trouve dans ses colonnes le relais s'appliquant à expliquer à l'opinion publique le sens de la politique suivie. Il contribua fortement à façonner l'image d'un gouvernement moderne et énergique. Ce journal trouve une forte clientèle chez les universitaires, les intellectuels et les étudiants : même à l'ENS de la rue d'Ulm, pourtant alors bastion des communistes, un groupe d'étudiants mendésistes se forme et certains anciens élèves, comme le géographe Marcel Roncayolo (1926-2018), sont mendésistes avec enthousiasme. Cette jeune génération, écœurée par les errements du socialisme mollétiste, est pour beaucoup dans la création et la survie du mythe Mendès France. Au total populaire dans des couches très différentes de la société et dans des familles politiques jusqu'alors assez éloignées, Mendès suscite par contre une **hostilité instinctive de la classe politique qui guette ses faux-pas et aiguise les couteaux pour un assassinat politique que l'on sait proche**. Le drame pour la IV^e République est que la mise sur la touche de Pierre Mendès France réussit totalement et que face à une opinion indifférente ou hostile, le régime s'enfonce dans ses contradictions et ses querelles.

Reste à déterminer le contenu du mendésisme, mais **Mendès France a toujours refusé d'en faire un système, il ne s'est jamais posé en théoricien**. À l'écoute du réel, il propose une série de recettes et ainsi **se situe parfaitement dans la grande ligne idéologique du parti radical**. Lui-même d'ailleurs refuse toujours ce rôle de chef charismatique et garde constamment une distance, souvent caustique, avec le mouvement qui se cristallise autour de lui. Là encore, formé à l'école de la République, il ne peut que refuser le mythe de l'homme providentiel, caractéristique à ses yeux du césarisme bonapartiste. Pourtant, un certain nombre de traits dessinent jusqu'à nos jours le contour de ce que l'on peut appeler le mendésisme. On y trouve tout d'abord un **attachement passionnel pour la démocratie occidentale et pour la tradition républicaine**. Ceci explique l'attachement de Mendès France à la **démocratie parlementaire et sa défiance vis-à-vis d'un régime présidentiel qui motive sa longue opposition à Charles de Gaulle à partir de 1958**. Dans la grande tradition libérale française, il **souhaite que le législatif et l'exécutif soient associés** pour conduire la politique de la nation. L'importance qu'il accorde à l'idéal parlementaire le conduit à militer pour le rétablissement du scrutin uninominal à deux tours ou scrutin d'arrondissement qui est le seul à confronter l'élu avec la réalité sociologique de ses électeurs. Sur plus d'un point **le radicalisme apparaît comme un socle de la pensée de Mendès France**. Tout ceci condamne l'expérience Mendès France, car il s'interdit ainsi d'exploiter le capital de sympathie dont il disposait dans l'opinion publique. Il rejette tout ce qui, de près ou de loin, peut ressembler à une démarche plébiscitaire. Par ailleurs, face à ses partenaires de gauche, il opte toujours pour la clarté : les socialistes

savent que sa démarche est fort éloignée du marxisme et que **dans le domaine de l'économie il reste un libéral, partisan de l'économie de marché**, même s'il faut tempérer et maîtriser ce marché. **Quant aux communistes, PMF ne fait jamais le moindre effort dans leur direction.** Pour lui il s'agit d'un parti de démagogues doublement nocifs car d'une part stérilisant une partie importante des voix de gauche et d'autre part alimentant, par leurs outrances, les attaques de la droite contre les forces de gauche en général. Au fond on retrouve à nouveau l'idéal radical : ni blanc, ni rouge, bleu !

Dans l'exercice du pouvoir nous trouvons **le volontarisme**, reposant sur l'idée que l'action d'un homme peut jouer de façon déterminante et qu'il n'existe pas de fatalité de l'histoire. De ce point de vue **Mendès France et de Gaulle paraissent étrangement proches.** Pour être efficace, l'action de l'homme politique doit coller au réel et le rationaliser afin de pouvoir en l'interprétant formuler une politique. Aussi, loin de l'illusoire politique-spectacle, l'action de l'homme politique doit se développer dans **le cadre austère de l'étude des dossiers.** Il va de soi qu'une telle approche exclut toute démagogie et le conduit aussi à remettre en question les vieilles divisions de l'univers politique français : gauche / droite, cléricisme / anticléricisme et libéralisme / socialisme.

Et tout ceci conduit à définir une façon de gouverner qui ne peut que trancher sur celle de ses prédécesseurs et de ses successeurs. Pour lui, **communiquer et expliquer la politique du gouvernement sont une des tâches essentielles en démocratie.** Un peuple adulte a le droit de savoir et c'est là le seul moyen d'impliquer les citoyens dans les choix politiques des gouvernants. Ceci conduit Mendès France à faire **un large usage de la radiodiffusion** : utilisant la technique des causeries du samedi soir, il explique, en un langage simple, les avancées et les problèmes de l'action gouvernementale. Bien avant d'autres hommes politiques, Mendès a saisi l'importance de la **médiatisation de la pensée politique.** Mais, là encore, il ne sait pas ou ne veut pas exploiter le capital de sympathie politique qu'il a amassé. Dans le domaine économique et financier, la brièveté de son expérience de gouvernement ne lui permet que de tracer les grandes lignes d'une politique d'expansion fondée sur la rigueur financière et sur l'incitation de l'État. **Tout en étant libéral, Mendès France juge en effet indispensable l'intervention de l'État.** La technique de la relance keynésienne se double d'une croyance aux vertus d'une planification souple. Dans toutes les grandes actions qui engagent la France à long terme, que ce soit la politique nucléaire ou la construction européenne, l'action du gouvernement Mendès France est particulièrement importante.

VII. Les droites classiques et le gaullisme de la IV^e République

René Rémond avait écrit **36** « En 1945, l'heure semble effectivement venue d'écrire sur l'histoire de la droite le mot fin » et Serge Berstein s'écrie au colloque de Rennes sur la recomposition des droites à la Libération (mai 2003) : « Quel que soit en effet l'angle d'observation que l'on retient, le paysage est bien celui d'un champ de ruines » **37** ! Plus mesurés et clairvoyants, Sylvie Guillaume **38** parle d' « hibernation » et Gilles Richard, en tête de la conclusion de la *Recomposition des droites...*, d' « année zéro » **39**. À l'assemblée consultative provisoire, la droite ne compte que 23 délégués sur 248. Surtout, **l'élection de la première constituante ne donne à tous les « modérés », pour reprendre le terme consacré par l'histoire de la III^e République, que 15 % des voix et 67 sièges : la droite classique a, en quelque sorte, « disparu » ! À la Libération il semble qu'il y ait un discrédit général de la droite.**

C'est qu'une **première coupure intervient le 5 mai 1947 avec l'éviction des ministres communistes** : la rupture du tripartisme rouvre, à terme, la voie du pouvoir à la droite. **Une seconde césure se produit immédiatement après : les troubles sociaux de 1947 rendent inévitables de rechercher l'ordre et de resserrer les rangs politiques.** La rentrée politique de Paul Reynaud, en 1948, dans le gouvernement Marie, a valeur de symbole. La même année voit la mise en place d'une structure nationale, le **Centre national des Indépendants (CNI) de Roger Duchet**. Et ce sont les gouvernements Pinay (qui a siégé au Conseil national de Vichy) et Laniel (ami de Paul Reynaud, mais patron résistant qui a siégé au Conseil national de la Résistance) qui marquent véritablement le retour en force de la droite. Au fond, **les droites sont des forces vite intégrées dans le jeu politique de la IV^e République, remises en selle auprès de l'électorat et de la nation.**

La coupure essentielle, maintes fois soulignée par les contemporains, est **l'investiture d'Antoine Pinay, le 6 mars 1952**. Avec son gouvernement et les deux suivants (René Mayer et Joseph Laniel), une nouvelle majorité, de centre droit, va gouverner pendant plus de deux ans, de mars 1952 à juin 1954. Cette majorité,

36 R.Rémond, *La Droite en France de 1815 à nos jours*, Aubier, 1954, div. rééditions, dont *Les Droites en France*, 1982, 544 p., p. 243.

37 S.Berstein, introduction à G.Richard & J.Sainclivier dir., *La Recomposition des droites en France à la Libération, 1944-1948*, Presses universitaires de Rennes, 2004, 396 p., p. 15.

38 « Les droites et la IV^e République », dans J.-J.Becker dir., « La IV^e République. Histoire, recherches et archives », *Historiens & Géographes*, avril-mai 1997, pp. 97 & suiv., juill.-août 1997, pp. 63-264 & mars-avril 1998, p. 335. Voir aussi, bien sûr, Jean-Luc Pinol, chapitre V et François Bourricaud, chapitre IX de J.-F.Sirinelli dir., *Histoire des droites en France*, Gallimard, 1992, vol. « Politique », 684 p, P.Lévêque, *Histoire des forces politiques en France*, Armand Colin, coll. U, tome III, *De 1940 à nos jours*, 1997, 512 p., chapitres IX à XI.

39 G.Richard, « Conclusion générale... » de G.Richard & J.Sainclivier dir., *La Recomposition des droites en France à la Libération, 1944-1948*, Presses universitaires de Rennes, 2004, 396 p.

apparemment plus cohérente que la troisième Force, s'entend pour pratiquer une politique orientée autour de **trois axes, le redressement économique et financier, la rigueur sociale et anticommuniste et la poursuite de la politique coloniale de maintien de la souveraineté française, inaugurée auparavant.**

Famille de droite beaucoup plus durable que le poujadisme, le gaullisme est le fait — bien que le mot de « gaullisme » n'apparaisse que cinq fois dans son œuvre — d'un Charles de Gaulle qui est devenu en 1947 un homme de droite après avoir été le rassembleur de la France libre et de la Libération : sa lutte contre la IV^e République le rapproche bon gré mal gré des fidèles de Vichy. **Le RPF, lancé avant l'entrée en guerre froide, est principalement dirigé contre les faiblesses de la Quatrième République.** Mais dès l'été 1947, avec la montée des tensions Est-Ouest, **l'anticommunisme virulent, voire obsessionnel devient une composante fondamentale du parti gaulliste.** Le danger communiste est double, intérieur et extérieur ; nous avons vu qu'en 1947 la peur du « péril rouge » contribue au triomphe du Rassemblement du Peuple français. Pour son fondateur, le RPF est une entreprise de mobilisation générale contre le péril communiste, d'autant plus grand qu'il est double, à l'intérieur (thème de la subversion de l'État) et à l'extérieur (thème de l'imminence de l'invasion russe). De discours en discours, notamment dans celui de Rennes (27 juillet 1947) **40**, le général de Gaulle n'a de cesse de dénoncer ces menaces, « la plaie affreuse du séparatisme » et la proximité des Soviétiques « à deux étapes du Tour de France cycliste » **41**. Pratiquant « une sorte de surenchère » **42** dans l'anticommunisme avec les partis gouvernementaux, de Gaulle contribue à entretenir le climat de Guerre froide en France. **Le succès du RPF est d'emblée spectaculaire : fort d'environ 400 000 adhérents (1948), il obtient près de 40 % des suffrages aux élections municipales d'octobre 1947. Les législatives de juin 1951 donnent au parti gaulliste 21 % des voix, ce qui fait de lui, avec quelque 120 élus, le premier groupe parlementaire, dépassant largement la droite classique.**

Selon la thèse classique de René Rémond le gaullisme est l'héritier de l'une des trois droites, de celle qui a opéré un amalgame d'éléments hétérogènes sous le signe du nationalisme de la fin du XIX^e siècle et dont le bonapartisme avait été un précurseur, avec ses deux composantes, réactionnaire et conservatrice d'un côté, populaire et plébiscitaire de l'autre. Avec ses caractéristiques très visibles — goût de l'autorité, prestige de la force, attrait de la gloire, culte du chef, militarisme, antiparlementarisme et anti-intellectualisme — le nationalisme avait réussi, en

40 Voir plus haut.

41 Voir plus haut.

42 Formule de Jean Touchard.

quelques années, à imposer, bon gré, mal gré, son style, son ton, et ses méthodes, aux autres droites. Avant toute preuve de filiation entre le bonapartisme et le nationalisme d'une part et le gaullisme de l'autre, il faut souligner **les hétérogénéités du gaullisme, à la fois à un moment donné et dans le temps** : « il est assurément plus simple de parler du gaullisme que de le définir » **43**. Le gaullisme s'est transformé, celui de 1940 et celui de 1960 sont différents, l'UNR de la République gaullienne n'est pas la même chose que le RPF de la Quatrième. Au fond il y a sans doute trois « âges » du gaullisme : **le gaullisme « héroïque » de 1940, le gaullisme « militant » de 1947 et le gaullisme « gouvernemental » de 1958, c'est-à-dire le gaullisme devenu l'État**. Il y a deux ou plusieurs générations de gaullistes, mais la « relève » ne datant que du « tournant » de 1967 les années 50 ne sont occupées que par **les « gaullistes historiques »**, génération initiée par les fameux Compagnons de la Libération. Certains « gaullistes historiques » ont d'ailleurs disparu de l'univers gaulliste à la Libération, pour refaire surface sous la Ve République (ex. : Pierre Messmer et Maurice Couve de Murville). Mais la plupart ont été de toutes les aventures, de la Résistance au RPF, puis aux républicains sociaux, en attendant la Ve (l'UNR, puis l'UDR, puis le RPR) : Michel Debré, Jacques Chaban-Delmas, Edmond Michelet, Roger Frey et d'autres. Ces gaullistes de la première génération forme un cercle étroit dans lequel Pompidou est le seul gaulliste d'après 1940 à avoir réussi à pénétrer...

Le RPF est un mouvement qui refuse d'être un parti, il est une « machine de guerre contre la IV^e République », après « l'échec de la greffe gaulliste sur le modèle républicain », deux expressions-titres de Serge Berstein **44**, historien qui, par ailleurs, rappelle que le RPF « n'est qu'un des moments de la geste gaulliste, commencée en 1940 et qui durera au moins jusqu'en 1969 » **45**. Quand le général de Gaulle, fin 1946, prend la décision de lancer un « Rassemblement », il vient d'essuyer un double échec : il n'a pas été rappelé au pouvoir, après sa démission le 20 janvier 1946 ; il n'a pu empêcher le MRP, la SFIO et le PC de faire adopter par le peuple — à l'opposé de son contre-projet présenté le 16 juin à Bayeux — une Constitution pour la IV^e République. Persuadé que la nouvelle Assemblée élue en novembre n'ira pas à son terme, il veut préparer l'alternance pour qu'un changement de Constitution devienne possible. Il ne soutient que mollement l'éphémère Union gaulliste de René Capitant : convaincu

43 Première phrase du livre de S.Berstein, *Histoire du gaullisme*, Perrin, 2001, 576 p., réédition en « Tempus » en 2002. Autres références bibliographiques : O.Rudelle, *Mai 58. De Gaulle et la République*, Plon, 1988, 317 p., les deux premiers chapitres, Jean Charlot, *Le Gaullisme d'opposition, 1946-1958*, Fayard, 1983, 436 p., et, du même, chapitre XI de J.-F.Sirinelli dir., *Histoire des droites en France*, Gallimard, 1992, vol. « Politique », 684 p.

44 S.Berstein, *Histoire du gaullisme*, Perrin, 2001, 576 p., réédition en « Tempus » en 2002. Le maître ouvrage sur le RPF est issu d'un Colloque : *De Gaulle et le Rassemblement du Peuple français (1947-1955)*, Armand Colin, 1998, 864 p.

45 Première phrase de sa contribution au Colloque *De Gaulle et le Rassemblement du Peuple français* ci-dessus, pp. 381-398.

qu'une troisième guerre mondiale est imminente, il entend pouvoir répondre « par le fer et par le feu » si les communistes s'avisent d'employer la force ou de prendre illégalement le pouvoir. **La naissance du RPF se fait en trois étapes savamment graduées.** Le 30 mars 1947, de Gaulle annonce sur la falaise de Bruneval (Normandie) — un haut lieu de la Résistance — le prochain lancement de son entreprise, déclarant : « Le jour va venir où, rejetant les jeux stériles et réformant le cadre mal bâti où s'égare la nation et se disqualifie l'État, la masse immense des Français se rassemblera sur la France... » **Le 7 avril 1947, c'est à Strasbourg que le général de Gaulle choisit symboliquement de rendre publique l'idée du RPF.** Du balcon de l'hôtel de ville, devant une foule enthousiaste, il proclame la création du mouvement : « Il est temps que se forme et s'organise le Rassemblement du peuple français qui, dans le cadre des lois, va promouvoir et faire triompher, par-dessus les différences des opinions, le grand effort de salut commun et de réforme profonde de l'État. » Enfin, le 14 avril, la naissance du RPF est officialisée par un communiqué à la presse, dont les dernières lignes sonnent comme un nouvel Appel du 18 juin : « J'invite à se joindre à moi dans le Rassemblement toutes les Françaises et tous les Français qui veulent s'unir pour le salut commun comme ils l'ont fait hier pour la libération et la victoire de la France. »

D'emblée le succès dépasse les attentes les plus optimistes des fondateurs. Les adhésions affluent : 500 000 revendiquées dès le 15 mai, un million fin juillet, 1,5 million fin 1947, trois fois moins en réalité d'après les archives du mouvement ! Mais si le RPF est inférieur de 20 % aux effectifs des communistes il est supérieur à ceux du MRP et de la SFIO réunis : « le RPF, c'est le métro à six heures du soir », dira Malraux. **Le général de Gaulle attire dans les grandes villes de France des milliers de personnes lors de ses meetings :** 50 000 à Strasbourg le 7 avril et à Bordeaux le 15 mai, 30 000 à Lille le 29 juin, près de 500 000 à l'hippodrome de Vincennes, le 5 octobre 1947. **Le Rassemblement est bien un mouvement de masse, dont les militants viennent d'horizons politiques et sociaux les plus divers.** Toutefois, l'opinion publique accueille l'initiative du Général avec une sympathie mêlée de réserve, comme le prouve un sondage réalisé par l'IFOP en mai 1947, révélant que seulement 26 % des Français approuvent la fondation du mouvement gaulliste. Par son caractère rassembleur, transcendant les classes sociales, et son programme de redressement national, le RPF apparaît comme l'héritier du Parti social français du colonel de La Rocque, qui avait connu un succès de masse à la fin des années 1930.

À ce titre les deux ennemis désignés du « gaullisme d'opposition » sont le régime en place et le communisme. Le RPF est d'abord une machine de guerre contre la Quatrième République, tant décriée. **Le général de Gaulle fustige le « régime des**

partis », ces « grenouilles qui coassent », reprochant aux politiciens de « cuire leur petite soupe, à petit feu, dans leur petit coin » (discours de Vincennes, 5 octobre 1947). Il réclame une réforme constitutionnelle selon les principes définis dans son discours de Bayeux du 16 juin 1946 (un exécutif fort et indépendant). **L'irruption de la guerre froide à l'été 1947 conduit de Gaulle à faire passer au premier plan l'anticommunisme.**

Conclusion du cours

Essentielle est, bien sûr, pour les hommes et les forces politiques de la IV^e République, la fracture de 1947 : pèse ensuite considérablement le poids de la Guerre froide et le parti communiste se trouve exclu de la vie politique française jusqu'en 1981. Nous avons associé hommes et partis, des hommes produits par les partis et des hommes qui produisent les partis... Mais **se manifeste une personnalisation progressive du pouvoir et des hommes incarnent la continuité, sans encore d'énarchie**, Chaban, Pinay, Edgar Faure, Valéry Giscard d'Estaing à cause de sa « filiation » avec Pinay, Le Pen et Félix Gaillard, sans doute « modèle » de Chirac. **Une comparaison est possible avec l'Italie, mais cette dernière est en situation presque binaire, et avec d'autres originalités.**

D'une manière globale, contraste entre les institutions et le personnel politique.

Des jeunes, promis à un grand avenir, Félix Gaillard, cité à l'instant et trop tôt disparu (accidentellement, 1970), et François Mitterrand, bien sûr.

Pour avoir **mon « texte long »** : Domilejeun@aol.com

Et je signale mon gros travail :

La France des années 50. Début des Trente Glorieuses ?, mis en ligne le 6 janvier 2023 sur HAL-SHS (CNRS) : <https://shs.hal.science/halshs-03839884>